

Les libertés fondamentales

Le chef de l'Etat turc Recep Tayyip Erdogan a lancé une chasse aux sorcières sans précédent après le putsch avorté du 15 juillet dernier. En ligne de mire, la liberté d'expression.

Patrick KAMENKA, journaliste SNJ-CGT, membre du comité directeur de la Fédération européenne des journalistes (FEJ),
Dominique PRADALIÉ, secrétaire générale du Syndicat national des journalistes (SNJ)

Sous prétexte de collusion avec les putschistes réels ou supposés, le régime du Parti de la justice et du développement (AKP) a procédé, suite au coup d'Etat avorté du 15 juillet dernier, à quelque soixante-dix mille arrestations, gardes à vue, limogeages, poursuites judiciaires parmi les militaires de haut rang, les juges et les procureurs, les fonctionnaires, les universitaires, les syndicalistes, et, dans les tout derniers jours de juillet, les journalistes et les médias récalcitrants. A ce bilan sinistre, il faut ajouter les deux cent quatre-vingt-dix morts suite aux combats entre putschistes et troupes fidèles au régime.

Sur ordre du «sultan», titre dont certains citoyens turcs qualifient leur Président, la Turquie est placée sous état d'urgence et la peine de mort pourrait être rétablie. Le chef de l'Etat accuse son ancien allié Fethullah Gülen, le dirigeant de la confrérie Hizmet («Service»), d'être l'instigateur du putsch, et n'a de cesse de réclamer son extradition aux Etats-Unis où il s'est réfugié. Presqu'en même temps que les mesures prises contre les militaires, les juges, les fonctionnaires soupçonnés d'avoir partie liée avec la secte du prédicateur Gülen, la répression s'étend désormais au secteur des médias, mettant gravement en cause la liberté d'expression et le droit à l'information. Le chef de l'Etat turc avait d'ailleurs menacé

Plus d'informations:
www.ifj.org/fr, www.snjcgt.fr,
www.snj.fr.

les journalistes: «*Si les médias soutiennent le coup d'Etat, qu'il s'agisse de médias audiovisuels ou autres, ils en paieront le prix.*» Il a aussitôt joint le geste à la parole. Selon les données de la Fédération internationale des journalistes (FIJ)⁽¹⁾, «*le gouvernement turc a publié un décret ordonnant la fermeture de cent trente et un médias. D'après ce décret publié dans le Journal officiel, trois nouvelles agences, seize chaînes de télévision, vingt-trois stations de radio, quarante-cinq quotidiens, quinze magazines et vingt-neuf maisons d'édition ont reçu l'ordre de fermer.*»

Une suite d'attaques inédite

Simultanément à ces mesures contre les médias, la FIJ indique que des mandats d'arrêt ont été délivrés contre quarante-sept anciens membres du journal *Zaman*. Le chroniqueur Sahin Alp, du quotidien, a été détenu suite à une perquisition chez lui, tôt dans la matinée. Lale Sari Ibrahimoglu, une ancienne employée de *Zaman* et actuellement reporter pour *IHS Jane's Defence Weekly*, a aussi été arrêtée par la police chez elle. Le chroniqueur Nuriye Akman, ancien du *Zaman Daily*, est lui aussi en détention. Globalement, une liste de vingt-huit journalistes détenus a été établie, en date du 27 juillet⁽²⁾. Devant la gravité des événements, la FIJ a indiqué dans un communiqué que «*la situa-*

tion a atteint le point critique où la peur d'être arrêtés rend les médias locaux progressivement silencieux, ce qui heurte les droits humains fondamentaux tels que la liberté d'expression et le droit à l'accès à l'information.»

Avec ses syndicats adhérents, la Fédération a interpellé la Commission européenne et exigé que «*l'UE demande des comptes au Président turc sur les violations de la liberté de la presse.*» Le président de la FIJ, Philippe Leruth, a ainsi déclaré: «*L'Union européenne doit prendre des mesures pour tenir le président Erdogan responsable des violations de la Convention européenne des droits de l'Homme et des atteintes à la liberté de la presse. Les journalistes internationaux sont très préoccupés par l'escalade des attaques contre la presse dans un pays qui prétend être une démocratie. Il faut mettre un terme à cette situation immédiatement.*»

La FIJ et sa branche européenne (FEJ)⁽³⁾, dont est membre le Syndicat turc des journalistes (TGS), ont lancé un plan d'action et de solidarité. Comme, par exemple, l'envoi de lettres aux ambassades turques dans les vingt-huit Etats, aux dirigeants de ces pays et aux responsables de l'UE, pour exiger que cessent ces répressions et que le droit d'expression soit respecté. Les syndicats français ont, en l'occurrence, fait parvenir le 3 août dernier une lettre à l'ambassade de Turquie en France, disant que «*l'état d'urgence qui*

(1) Six cent mille adhérents dans cent trente-quatre pays.

(2) Voir <http://europeanjournalists.org/fr/2016/07/28/turquie-lue-doit-demander-des-comptes-au-president-turc-sur-les-violations-de-la-liberte-de-la-presse/>.

(3) La FEJ compte deux cent cinquante mille adhérents.

(4) www.snjcgt.fr/front/Pages/article_recherche.php?cat=1&item=1&page=1&art=680.

gravement mises en cause



prévaut [en Turquie] ne peut pas être utilisé comme prétexte pour étrangler la liberté des journalistes à faire leur métier et en fait à imposer la censure qui ne dit pas son nom», et appelant l'ambassadeur à «dire aux autorités de [son] pays que doivent cesser les vastes purges contre [leurs] confrères, et doivent être respectées les conventions internationales sur la protection des droits de l'Homme, la liberté syndicale, la liberté d'expression.»⁽⁴⁾

Si la situation est particulièrement grave aujourd'hui, ce n'est cependant pas la première fois que les syndicats de journalistes manifestent leur solidarité et leur soutien à leurs confrères turcs et

Sur ordre du «sultan», titre dont certains citoyens turcs qualifient leur Président, la Turquie est placée sous état d'urgence et la peine de mort pourrait être rétablie.

kurdes victimes de la répression au quotidien de la part du régime islamo-conservateurs de l'AKP. Le putsch avorté va permettre à nouveau au pouvoir de poursuivre son contrôle sur les médias encore indépendants.

Des journalistes poursuivis de longue date

N'oublions pas que quelques mois avant ces événements, le régime avait décidé la prise de contrôle du groupe Zaman, proche de Fethullah Gülen, pour en faire un titre aligné sur les thèses officielles. Des attaques physiques contre les journalistes et les titres opposés au pouvoir étaient légion. Sans oublier les

procès intentés aux journalistes, comme celui, emblématique, déclenché sur ordre personnel du chef de l'Etat, contre le quotidien d'opposition *Cumhuriyet* et son rédacteur en chef, Can Dündar, après les informations dévoilant les livraisons d'armes par les services secrets d'Ankara aux mouvements djihadistes.

Depuis des années, les syndicats de journalistes (SNJ, SNJ-CGT, CFDT Journalistes), en France et en Europe, luttent aux côtés de leurs collègues kurdes et turcs pour faire libérer les journalistes détenus et assister aux procès multiples déclenchés par le régime contre les médias récalcitrants. Solidarité avec les

Selon les données de la Fédération internationale des journalistes, le gouvernement turc a publié un décret ordonnant la fermeture de trois nouvelles agences de presse, seize chaînes de télévision, vingt-trois stations de radio, quarante-cinq quotidiens, quinze magazines et vingt-neuf maisons d'édition.

collègues d'OdaTV, solidarité avec Can Dündar et tant d'autres. Plus que jamais, la Turquie reste aujourd'hui « la plus grande prison de journalistes au monde ».

Silence de l'Europe, silence de la France

Dans ce contexte du tout répressif, les syndicats français ont appelé, dans une lettre ouverte (voir ci-dessous), le président

François Hollande, au nom de la France, à peser de tout son poids pour faire cesser le déni de démocratie et que soit respectée la liberté d'informer. A ce jour, le silence de l'Elysée prévaut. Comme celui de Bruxelles... Certes, le chef de la diplomatie française Jean-Marc Ayrault a émis des critiques contre Ankara. Mais en vain, et sans que dans les faits des

mesures soient mises en œuvre pour faire pression sur la Turquie. La place de l'armée turque dans l'Otan, l'accord scandaleux signé entre Ankara et l'UE sur les migrants en échange du versement de six milliards d'euros ainsi que le rôle de la Turquie au Proche-Orient valent-ils plus que la défense des libertés fondamentales du peuple turc et kurde ? ●

« Le journalisme n'est pas un crime ! »

Le SNJ, le SNJ-CGT et la CFDT-Journalistes ont écrit une lettre, le 22 juillet dernier, à François Hollande. En voici les termes :

« Nous vous sollicitons, M. le Président, afin que la France élève fortement sa voix pour mettre un terme à la chasse aux journalistes, pour rétablir la liberté d'informer et les autres libertés démocratiques. Nous vous transmettons ci-après une déclaration de nos confrères et consœurs du pays du grand poète Nazim Ikmek. Avec la Fédération internationale et européenne des journalistes, nous soutenons la campagne "Je suis journaliste #Bengazeteciym", lancée par des journalistes et des défenseurs de la liberté de la presse turcs. Voici ce qu'ils nous disent :

"Je suis journaliste !

Le journalisme n'est pas un crime ! En Turquie, la pression sur les médias s'intensifie de jour en jour.

Ceux qui défendent la liberté de la presse et font leur travail en payent « le prix fort ». Les journalistes qui couvrent les zones de conflit sont soumis à des menaces constantes. Ils sont victimes de harcèlement et leur vie est en danger. Les journalistes, éditeurs et auteurs font l'objet de procédures judiciaires et sont poursuivis pour diffamation. Nombre d'entre eux sont détenus dans l'attente de leur procès, accusés pour le contenu de leurs écrits et leur diffusion sur les réseaux sociaux.

Les journalistes sont considérés comme des ennemis et des traîtres, et font l'objet de poursuites pour espionnage ou pour « diffusion de propagande d'organisations terroristes ».

Les journalistes étrangers qui travaillent en Turquie sont visés par les mêmes accusations. Le journalisme a été attaqué en différentes périodes de l'histoire de la Turquie, mais les journalistes étrangers n'ont jamais été ciblés à une telle échelle.

Les journalistes travaillant pour les grands médias doivent faire face à des conditions de travail telles qu'ils ne sont plus en mesure d'accomplir leur métier correctement. Ils peuvent, de plus, être licenciés facilement s'ils mettent en cause la ligne officielle du gouvernement. La censure est la norme, et les voix critiques sont constamment stigmatisées.

La censure imposée aux médias limite la divulgation de faits. Les médias qui passent outre ces interdictions sont qualifiés de traîtres et même de terroristes, et sont présentés comme des criminels.

Les groupes de presse indépendants sont en permanence menacés de fermeture. Les différents secteurs de la société civile qui se montrent solidaires des journalistes pour défendre la liberté de la presse, comme le droit à l'information, deviennent, à leur tour, la cible de la justice et de poursuites.

En dépit de ces pressions, des dizaines de journalistes se sont rendus à Diyarbakir depuis Istanbul, Ankara et Izmir cette année, pour apporter leur solidarité à leurs confrères travaillant sous une énorme pression dans ces zones de conflit. Ils manifestent ensemble devant des prisons, les tribunaux et les rédactions. Défendre la liberté de la presse, c'est aussi défendre le droit des citoyens à l'accès à l'information.

Il n'existe pas de démocratie dans une société où le droit à l'information est restreint. Dans ces conditions, nous journalistes, nous nous engageons à faire tout notre possible pour être la voix de celles et de ceux qui sont muselés, marginalisés, emprisonnés pour avoir soutenu la liberté de la presse, pour avoir défendu le libre accès de tous à l'information ou tout simplement pour avoir exercé leur métier.

Nous sommes des journalistes et nous clamons : le journalisme n'est pas un crime. »